

Avec la population et les travailleurs d'Iran

Tract édité par le comité NPA de Renault Cléon - Juin 2009

Depuis le 13 juin, au lendemain de l'élection présidentielle truquée, des millions d'Iraniens descendent dans la rue aux cris de « A bas la dictature ». La répression féroce a déjà fait des dizaines si ce n'est des centaines de morts. Les jeunes, les femmes, les habitants des quartiers populaires qui forment le gros des manifestants sont maintenant rejoints par le mouvement syndical.

L'Union des travailleurs des autobus a déclaré sa solidarité, en affirmant : « tant que le principe de la liberté d'organisation et d'élection ne sera pas appliqué, tout discours sur la libération sociale et les droits des travailleurs ne sera qu'une farce ». Les ouvriers d'Iran Khodro, premier constructeur automobile du pays (60.000 salariés), ont engagé un mouvement de grève en ajoutant aux revendications de la rue l'augmentation des salaires et le droit de grève.

Pour les libertés démocratiques et les revendications du monde du travail

L'aspiration de la société à lever la chape de plomb étouffante du régime des mollahs et à en finir avec la répression quotidienne contre la jeunesse et les femmes qui luttent pour leurs droits, se mêle de plus en plus aux revendications propres des travailleurs qui, en Iran aussi, refusent de faire les frais de la crise. L'idée de la grève générale se répand, les possédants et les profiteurs commencent à redouter le spectre d'une nouvelle révolution.

La démagogie criminelle d'Ahmadinejad et de son tuteur, le « guide suprême » Khamenei, qui prétendent représenter les « déshérités » en s'opposant à l'impérialisme des puissances occidentales, ne doit pas faire illusion. Mais Moussavi, le « réformateur », n'est pas beaucoup plus fréquentable. Il avait été le

premier ministre de la République islamique entre 1981 et 1989, à l'époque où des dizaines de milliers d'opposants, en particulier militants ouvriers et de gauche, des droits des femmes et des minorités nationales, avaient été massacrés dans les geôles du régime.

Face aux difficultés économiques croissantes, la corruption et le népotisme sont devenus de plus en plus insupportables, ce qui a exacerbé la concurrence entre les clans rivaux du régime, jusqu'à ouvrir une crise au sommet de l'Etat. Les travailleurs et le peuple se sont engouffrés dans la brèche. Et même une élection non démocratique a alors échappé à tout contrôle.

Leur lutte est la nôtre !

C'est aux femmes, aux travailleurs et à la jeunesse, à tous les manifestants qui défient la répression en n'hésitant pas à risquer leurs vies, que va tout notre soutien.

Le 26 juin, dans le cadre de la journée internationale de solidarité avec les ouvriers d'Iran, les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, Solidaires) participeront à un rassemblement devant l'ambassade iranienne à Paris (12 h 30), pour exiger notamment la libération des travailleurs emprisonnés pour avoir manifesté le Premier Mai à Téhéran.

Le NPA, qui soutient naturellement ce rassemblement, appelle à développer dans les entreprises, ville et quartiers le maximum d'initiatives en solidarité avec la lutte du peuple iranien, pour le renversement de la dictature, pour la liberté et les droits des travailleurs.

Le 22 juin 2009

TRAVAIL GRATUIT : LE MEDEF EN RÊVE, BRITISH AIRWAYS L'A FAIT

Suite à la canicule de 2003 et à ses milliers de morts chez les personnes âgées, le gouvernement Raffarin avait refusé de supprimer les exonérations de cotisations sociales bénéficiant aux entreprises, mais réinventé le « travail gratuit », en imposant dès 2004 la journée dite de « solidarité ». Une journée travaillée mais non payée, afin de financer, paraît-il, des actions en faveur des personnes âgées ou handicapées. Ce n'était qu'un début.

Dans la même veine, la compagnie aérienne British Airways vient de faire encore plus fort. Sous prétexte d'aider son entreprise « à survivre », elle propose à ses 40 000 salariés de travailler gratuitement d'une semaine à un mois ! Avec cette mesure incroyable, elle se contente pourtant de « pousser le bouchon » un peu plus loin que les mesures déjà prises pour réduire la masse salariale: prise de congés non payés, passage à temps partiel. Des mesures qui vont exactement dans le même sens que celles déjà vues ailleurs, en France ou en Allemagne, avec la signature d'accords de retour aux 40 heures payées 35.

Partout, il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs alors qu'ils n'en sont pas responsables, en oubliant les milliards de bénéfices accumulés au cours des 30 dernières années, jamais partagés ceux-là.

RENAULT, LA CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSÉE ET SES DÉGATS COLLATÉRAUX

Depuis 3 mois, 9 salariées en contrat à durée indéterminée de Kühne Nagel – le transitaire maritime gérant les importations et les exportations de l'usine Renault CKD de Grand-Couronne – n'ont plus ni emploi, ni salaire. Et elles ne perçoivent pas davantage le chômage puisqu'elles n'ont pas été licenciées !

A l'origine de cet invraisemblable imbroglio, une histoire de gros sous qui a commencé à l'occasion du dernier appel d'offres, quand Renault a préféré faire affaire avec SDV Logistique International. Depuis, Kühne Nagel ne connaît plus ses salariées en affirmant que c'est à Renault ou SDV Logistique International de les reprendre. SDV L.I. conteste en affirmant que l'appel d'offre de Renault ne parlait pas de reprise de salariés. Et pour enfoncer le clou, Renault assure que cette clause de reprise est inapplicable puisqu'il partage maintenant l'activité avec son nouveau prestataire.

Portée devant le tribunal des référés prud'homaux, l'affaire a été renvoyée à un bureau de jugement qui l'a renvoyé à une audience de départage qui ne rendra pas son jugement avant la mi-juillet. Résultat : 4 mois sans salaire, pas même la moindre « avance ». Mais alors que des travailleuses sont privées de toutes ressources, Renault continue à s'empiffrer de subventions payées avec nos impôts malgré 600 millions d'euros de bénéfices en 2008. Et avec 397 millions d'euros, Kühne Nagel a annoncé un bénéfice en hausse de 9,1%. Ceux qui croyaient encore à leurs promesses de moraliser le capitalisme en seront pour leurs frais.

FACE AUX LICENCIEMENTS, IMPOSONS LA CONVERGENCE DES RÉSISTANCES !!!



Encore 538 emplois menacés à la fonderie SBFM, près de Lorient, 366 supprimés chez New-Fabris à Châtellerauld, spécialisé dans la sous-traitance automobile. Ce n'est là qu'une infime partie des équipementiers lâchés comme des malpropres par Renault et PSA, leurs donneurs d'ordres.

Pour stopper ces licenciements, les hautes sphères des confédérations syndicales ne proposent pourtant que des manifs « traîne savates », sans lendemain. Alors que des luttes nombreuses, parfois même dures, mais isolées ont lieu. Aucune confédération n'a encore pris l'initiative, ni manifesté l'intention, de réunir l'ensemble des travailleurs de ces entreprises pour discuter et définir une riposte commune.

Un potentiel de mobilisation réel existe pourtant bien. Mais isolés, les salariés et leurs syndicats de base sont acculés à se battre pour des plans sociaux les moins mauvais possibles ou des primes de départ conséquentes.

Malgré cela, des prémisses de coordination voient le jour, comme les Continental avec les Goodyear qui organisent des manifs et des initiatives communes. C'est l'exemple qu'il faut suivre et amplifier afin d'aller vers un front commun des organisations syndicales et politiques contre les licenciements. Ce qui manque, c'est un appel à une rencontre de l'ensemble des salariés victimes des mêmes plans de licenciements, afin de débattre des perspectives à mettre en avant. Si le NPA ne peut pas prendre l'initiative d'un tel appel à la place des entreprises en lutte, cela ne l'empêche pas de dire ce qu'il juge utile dans la période, comme une marche nationale contre les licenciements et de faire connaître sa disponibilité pour ça.

À DIEPPE, LE 28 JUIN, CONTRE LE RÉACTEUR EPR !

Sarkozy sent le vent tourner : « *Pour un euro dans le nucléaire, un euro dans les énergies renouvelables !* ». Sauf qu'investir des milliards dans le nucléaire, énergie sale et dangereuse, cela va à l'encontre de l'investissement dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie, pourtant dix fois plus créateur d'emplois. La encore, seule une mobilisation de masse fera reculer les nucléocrates.

Le NPA, actif à la fois dans le mouvement anti-nucléaire et parmi les travailleurs des centrales, défend la nécessité d'un service public de l'électricité pour sortir du nucléaire en assurant la sécurité des centrales.

11 heures : rendez-vous sur le front de mer dit "La Prairie".

12h - 14h : pique-nique.

14h - 17h : défilé et parade en centre-ville.

Pour nous contacter :

didier.laforets@free.fr - 06 33 57 76 08
<http://www.npa2009.org>

Ne pas jeter sur la voie publique.